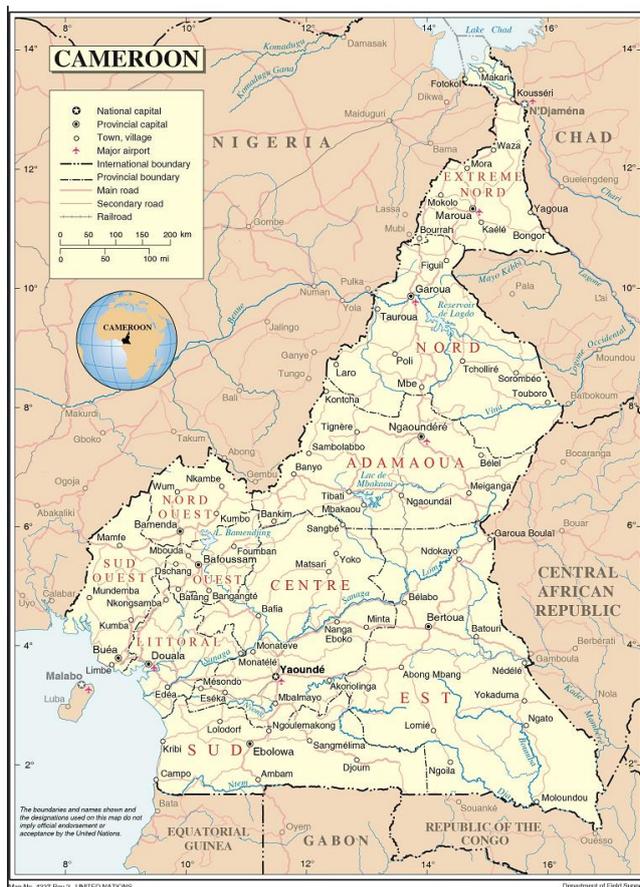


# Factsheet Cameroun

Janvier 2024

## 1 Faits et chiffres



Carte : [ONU](#), 2015

*Cameroun* (MRC), le principal parti d'opposition. Ce dernier a contesté les résultats du scrutin, qui a aussi été marqué par des tensions insurrectionnelles dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Parti présidentiel, le *Rassemblement démocratique du peuple camerounais* (RDPC) a remporté la majorité absolue lors des [élections parlementaires de 2020](#). La [corruption](#) est systémique et les pots-de-vin sont monnaie courante dans tous les domaines de la vie. Le Cameroun est classé [140ème sur 180](#) (2023) dans l'indice de perception de la corruption.

## 2 Profils à risque

- **Activistes des droits humains** : [menaces](#), violence, attaques.
- **Professionnel-le-s des médias**, en particulier les [reportages sur les régions anglophones](#) et les reportages critiques sont supprimés : menaces, arrestations, intimidations et [meurtres](#).

**Population.** [27,9](#) millions de personnes ; plus de [200 groupes ethniques](#) et [250 langues](#); les langues officielles sont le français et l'anglais.

**La population du Cameroun est jeune.** Plus des [deux cinquièmes](#) de la population ont moins de 15 ans et plus des [deux tiers](#) ont moins de 30 ans.

**Religions.** [38,3 %](#) s'identifient comme catholiques romains, [25,5%](#) comme protestants et [24,4%](#) comme musulmans ; environ [5%](#) comme animistes ou non religieux (estimations, 2018).

**Monopole présidentiel du pouvoir.** Le Cameroun est une république présidentielle dominée par Paul Biya. Il occupe la présidence depuis 1982. Il peut nommer le Premier ministre et le cabinet, et a une grande influence sur le système judiciaire. Le président Biya est également le chef des forces armées. De nombreuses politiques sont adoptées par [décret présidentiel](#). En octobre 2018, Paul Biya a remporté un septième mandat présidentiel récoltant [71 % des voix](#) devant Maurice Kamto, leader du *Mouvement pour la renaissance du*

- **Personnes critiques** : sont [poursuivies en vertu de la loi antiterroriste](#) introduite en 2014 ou pour diffusion de *fake news*
- **Opposant·e·s politiques** : [intimidation, arrestations, torture](#), en particulier les [membres du MRC](#)
- **Séparatistes anglophones** [réels et présumés](#)
- « **Collaboratrices et collaborateurs** » du gouvernement dans les régions anglophones, notamment les [civiles](#), y compris le corps enseignant, les étudiant·e·s, les dirigeant·e·s politiques et religieux, le personnel de santé ou les travailleuses et les travailleurs humanitaires
- **Minorités ethniques et linguistiques**
- **LGBTIQ** : [homophobie, poursuites judiciaires, arrestations, extorsions, augmentation de la violence à leur rencontre](#)
- **Femmes** : [violence domestique et viols répandus](#), pratiques traditionnelles néfastes (notamment à l'encontre des veuves), MGF ([1,4%](#) des femmes concernées), « repasage des seins », discrimination en vertu du droit coutumier
- **Enfants** : recrutement forcé par des groupes armés, travail des enfants, « [mariage précoce](#) », [mariage forcé](#)
- Victimes de la [traite d'êtres humains](#) à des fins de travail forcé et de prostitution

### 3 Derniers développements

**Guerre dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.** Des enseignant·e·s, des étudiant·e·s et des avocat·e·s ont initié des [manifestations en 2016](#) pour davantage de droits culturels et sociaux pour la population anglophone et contre la marginalisation économique des régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Le gouvernement et les forces de sécurité ont répondu aux protestations par des [violences et des arrestations massives](#), et les groupes séparatistes ont pris les armes. Ils ont exigé la fermeture des écoles et ont juré de rendre les régions anglophones ingouvernables. En 2017, les séparatistes ont proclamé le nouvel État d'Ambazonie, ce qui a entraîné en 2018 une [intensification du conflit](#) et une augmentation des attaques contre la population civile.

**Les attaques contre la population civile se sont poursuivies en 2023.** En 2023, tant les groupes séparatistes que les forces de sécurité camerounaises ont continué à être responsables de [nombreuses attaques contre la population civile](#). Les personnes qui semblent violer les boycotts économiques et politiques imposés par les groupes séparatistes sont persécutées, menacées et tuées. La guerre a entraîné la fermeture de [bon nombre d'écoles](#), d'universités et d'[établissements de santé](#) dans les régions anglophones. Selon l'ONU, les attaques contre le personnel éducatif, les élèves et les infrastructures sont régulières, avec au moins [treize incidents violents enregistrés entre janvier et juillet 2023](#), y compris des enlèvements d'enfants et d'enseignant·e·s. En septembre 2023, les groupes armés ont décrété un état d'urgence de deux semaines, forçant les écoles à fermer. Les groupes séparatistes et criminels profitent de plus en plus de ce climat d'insécurité pour générer des revenus en commettant des [enlèvements](#) et en soutirant des rançons. Depuis le début du conflit dans les régions anglophones, plus de [6000 personnes](#) ont perdu la vie, [622 000](#) (décembre 2023) ont été déplacées à l'intérieur du pays et plus de [87 000](#) se sont réfugiées au Nigéria (novembre 2023).

**Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) dans la région de l'Extrême-Nord.** Le groupe terroriste islamiste Boko Haram est également actif au Cameroun, notamment dans la région de l'Extrême-Nord, à la frontière nigériane. [En 2014](#), le Président Biya a déployé des troupes dans la région et déclaré la guerre à Boko Haram. La mort présumée d'[Abubakar Shekau](#), le chef de Boko Haram, en mai 2021 lors d'un affrontement au Nigéria avec une faction dissidente dénommée l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO) a contribué à consolider le pouvoir de l'EIAO et accru le niveau d'insécurité dans la région camerounaise de l'Extrême-Nord. La guerre avec Boko Haram a provoqué la mort de plus de [3000 personnes et en a déplacé environ 250 000](#). En 2023, Boko Haram a continué à lancer des [attaques contre des communautés locales](#), détruisant des maisons et déplaçant des milliers de personnes. Des [affrontements](#) ont également été rapportés entre les deux [groupes rivaux](#). Les deux groupes continuent également d'enlever des civils et des [travailleurs humanitaires](#), souvent en échange de rançons.

**Déplacement et catastrophe humanitaire.** Le Cameroun fait face à de multiples défis humanitaires, liés à la violence, aux chocs climatiques et aux épidémies. En janvier 2024, l'ONU estimait le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays à [un million](#). En outre, le Cameroun accueille [485 000 personnes réfugiées et personnes requérantes d'asile](#) en provenance, entre autres, du Nigéria et de la République centrafricaine. Le pays doit également composer avec le retour de [658 000 personnes](#), des anciennes personnes déplacées, qui sont retournées dans les principales régions touchées par les conflits armés et des attaques terroristes. L'ONU a estimé qu'entre octobre et décembre 2023, [2,9 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire](#). La région de l'Extrême Nord et les régions anglophones sont particulièrement touchées.

## 4 Actions de l'État contre les personnes critiques

**La loi antiterroriste de 2014 est utilisée contre les personnes qui se montrent critiques et les organisations de la société civile. Ces dernières ont été interdites.** La [loi antiterroriste](#) est utilisée pour restreindre la liberté d'association, de réunion et d'expression. Plusieurs organisations de la société civile ont été interdites.

**Détention arbitraire.** Outre les [séparatistes anglophones présumés et des personnes civiles](#), des membres de l'opposition politique sont également [arrêtés de manière arbitraire](#). À la fin du mois de septembre 2020, [593](#) personnes ont été arrêtées lors de manifestations pacifiques organisées par le parti d'opposition *Mouvement pour la Renaissance du Cameroun* (MRC). Fin 2022, [au moins 62](#) d'entre elles se trouvaient encore en détention.

**Détention provisoire de durée indéterminée, mauvaises conditions de détention dangereuses pour la survie, torture et mauvais traitements en détention.** Sur les [31 815 personnes détenues, un total de 18 437 personnes étaient en détention provisoire](#) en septembre 2022. Les conditions de détention sont manifestement mauvaises et les organisations de défense des droits humains [dénoncent](#) la surpopulation, les pénuries alimentaires, les violences physiques, la torture et l'insuffisance des installations sanitaires et des soins médicaux.

**Violence indiscriminée, torture et viols, meurtres, disparitions.** Les forces gouvernementales font [preuve d'une violence aveugle](#), en particulier dans les régions anglophones, et ont notamment détruit complètement plus de 100 villages. En outre, des membres des forces

gouvernementales ont violé et torturé des personnes civiles. Des membres des forces gouvernementales sont également accusés [d'exécution extrajudiciaire et de disparitions](#).

## 5 Pratique des autorités suisses

**Chiffres du SEM pour 2023.** Selon les [chiffres du SEM](#) (jusqu'en novembre 2023), le taux de reconnaissance était de 6,1 % et le taux de protection de 24,2 % (décision positive + AP)